

maintenait sa monnaie à un taux supérieur à sa valeur réelle malgré un besoin évident de changement. Nous savons, aujourd'hui, que plusieurs pays accordent des primes à l'exportation au moyen du financement à bon marché, ce qui rend la concurrence impossible pour les Canadiens. Une situation grave se propage par suite du financement à bon marché dans des régions qui emploient ce moyen pour bloquer l'industrie canadienne. J'espère que le gouvernement examinera certaines de ces pratiques aux termes des dispositions de la loi sur l'antidumping, sinon, toutes ces belles paroles concernant la libéralisation des échanges internationaux ne voudront rien dire tant que les autres pays imposeront ces méthodes anticoncurrentielles.

En ce moment même, les États-Unis parlent d'élever de nouvelles barrières contre le commerce par une prime à certaines de leurs industries d'exportation et par l'exclusion complète de certaines importations. Cela n'est pas conforme aux dispositions généreuses du président Kennedy quand il a inauguré les entretiens terminés depuis peu. Dans d'autres pays, les produits canadiens sont parfois frappés d'une interdiction pure et simple. On invente des histoires pour faire croire que les Canadiens ont libre accès à ces marchés alors qu'ils en sont exclus. Les députés ont peut-être entendu parler des expériences des fabricants de câbles au Canada qui ont tenté, en vain, de pénétrer sur le marché japonais. Je le dis pour montrer qu'il est impossible de considérer ces réductions tarifaires hors du contexte, sans tenir compte des autres barrières érigées dans le monde pour restreindre le commerce.

Il me semble que trop souvent nous avons tellement souci, en tant que Canadiens, d'être de bons citoyens du monde que nous n'agissons pas assez efficacement lorsque surgissent des barrières semblables. Si nous voulons prévoir l'avenir dans le sens d'une libéralisation des échanges, il nous faudra faire beaucoup plus sinon nous ne pourrons tenir notre rôle dans le commerce international. Aujourd'hui, la majeure partie de notre commerce n'est pas réellement international; il est continental, 70 p. 100 de nos exportations allant aux États-Unis. En même temps, l'industrie du pays est, dans une proportion écrasante, dominée par des sociétés internationales dont le siège social est aux États-Unis; exporter n'intéresse pas réellement ces dernières; leur intérêt essentiel réside dans l'approvisionnement du marché intérieur. Nous avons de ce fait un mode de production qui est probablement le plus inefficace de toutes les nations occidentales. Si nous devons nous lancer complètement dans le libre échange tout en négli-

[M. Saltsman.]

geant de remédier à ce mauvais système de production, au lieu de se révéler comme un sauveur, une libéralisation des échanges risquerait de marquer pour nous le commencement de la fin.

Pour réussir dans le commerce international, nous devons immédiatement prendre des mesures, afin que l'industrie canadienne soit en mesure de soutenir la concurrence. Je commence à être excédé d'entendre les capitalistes canadiens déclarer à leurs réunions annuelles que les prix que nous réclamons nous éloignent des marchés internationaux et que la faute en est attribuable, comme ils le disent couramment, au salariat. Ils prétendent que les salaires sont trop élevés. Un examen minutieux révèle que rien n'est plus faux. La véritable raison pour laquelle l'industrie canadienne ne peut soutenir la concurrence sur les marchés internationaux, comme elle devrait le faire, est très simple; elle est mal organisée. Je pourrais vous citer un nombre infini de cas où les placements sont excessifs, où les installations chevauchent et où on néglige de fournir des directives que l'industrie même aurait acceptées.

• (9.00 p.m.)

Au cours d'un entretien que j'ai eu récemment avec un certain nombre d'industriels, j'ai appris qu'une société particulière avait décidé de construire une usine. Ses membres ignoraient complètement qu'une autre société faisait exactement le même projet. Il n'y a tout simplement pas place au Canada pour deux usines de cette importance; en conséquence, ni l'une ni l'autre ne pourra fonctionner de façon efficace. L'une et l'autre auront gaspillé une bonne part de leur placement. Elles ne seront pas rentables et le gouvernement n'en tirera aucun avantage sous forme d'impôts.

L'industrie de la potasse de l'Alberta fournit un très bon exemple de sur-capitalisation et de manque de planification. Sauf erreur, il y aurait neuf mines en Alberta, toutes incapables de fonctionner efficacement puisque la demande mondiale n'est pas assez grande. Ces mines connaissent présentement une période de réadaptation. Le premier ministre de la province s'est rendu en hâte aux États-Unis afin de prévenir une enquête sur le dumping, mais son intervention n'a pas donné grand chose. Il est maintenant question de continger la production, de permettre aux mines de produire seulement une petite quantité de potasse afin qu'elles puissent toutes maintenir leur exploitation.

J'estime, monsieur l'Orateur, qu'une telle politique est désastreuse pour le pays. Elle